

L'EMANCIPATEUR

SYNDICAT CGT DU VAR DES RETRAITÉS ET ANCIENS SALARIÉS
DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Mensuel n° 425 - Novembre 2025

édito

« Le fascisme
c'est le mépris.
Inversement,
toute forme de
mépris, si elle
intervient en
politique,
prépare
le fascisme. »

Albert Camus

sommaire

- Edito 1

- Appel pour la journée du
2 décembre 2

- Communiqué presse
confédérale 3

- Les nouveaux esclaves 4

- Le danger des extrêmes-
droites dans le monde 5

- Les retraités s'opposent
aux coupes budgétaires-
Un comité général
de l'UCR offensif 6

Chère et cher camarade,

Nous vivons un moment décisif. Tandis que nos droits reculent, que le pouvoir d'achat s'effondre et que les services publics sont sacrifiés, l'extrême droite avance en exploitant la colère et le désarroi.

Mais ne nous y trompons pas, derrière ces slogans soi-disant « proches du peuple », elle défend les mêmes intérêts, celui du capital. Elle a toujours été du côté du patronat, contre les salariés, les chômeurs, les retraités, contre les syndicats et contre la Sécurité sociale.

Elle ne veut pas changer le système, elle veut briser ceux qui luttent.

Pendant qu'on tente de diviser les travailleurs, les chômeurs et les retraités, le gouvernement continue méthodiquement son entreprise de destruction sociale. Après avoir imposé une réforme brutale des retraites, voici que notre Sécurité sociale est de nouveau la cible d'une attaque d'envergure : baisse des remboursements, privatisation rampante, affaiblissement de l'hôpital public.

On veut transformer un droit collectif en marché juteux pour les assurances privées. C'est inacceptable. Nous n'avons pas passé une vie au service du pays pour finir dépendants de la charité ou du porte-monnaie.

Dans une société où l'exploitation reprend de nouvelles formes, travailleurs, retraités, chômeurs deviennent des « esclaves modernes », pressurés jusqu'à la dernière goutte pour enrichir toujours les mêmes. Les anciennes chaînes étaient visibles, aujourd'hui elles sont faites de précarité, de peur et d'injustice sociale.

Face à ces attaques, la CGT reste le rempart indispensable. Nos valeurs de solidarité, d'égalité et de dignité sont plus actuelles que jamais. Les retraités-es du ministère des armées connaissent la valeur du mot « engagement ».

Nous avons défendu les droits sociaux hier, nous les défendrons encore demain. Notre expérience, notre lucidité et notre détermination sont des forces que personnes ne nous enlèvera.

Chaque recul imposé aujourd'hui prépare les attaques de demain. C'est pourquoi nous devons répondre coup pour coup : informer,

Suite en page 2

mobiliser, rassembler. Nos actions, nos tracts, nos réunions, nos mobilisations ne sont pas des formalités, ce sont des actes de résistances. Elles montrent que nous refusons la fatalité.

C'est dans ce sens que la CGT appelle l'ensemble des jeunes, des travailleurs, des retraités et des chômeurs à se mobiliser par la grève et la manifestation partout en France : **le 2 décembre 2025. A Toulon, rendez-vous à 10h30, place de la Liberté.**

Mais pour peser réellement, il nous faut être plus nombreux. Renforcer la CGT, c'est renforcer le camp du progrès social. C'est se donner les moyens d'empêcher la destruction de la Sécurité sociale, d'exiger des pensions dignes et de porter la voix de celles et ceux que l'on voudrait faire taire. Nous devons aller chercher les retraités-es isolés-es, redonner envie de militer, reconstruire la solidarité là où certains veulent semer la haine et la division.

Camarade, ce n'est pas le moment de douter. C'est le moment de se battre.

Ensemble : opposons un front uni aux attaques antisociales :

- Barrons la route à l'extrême droite

- Faisons vivre la CGT des retraités du ministère des armées !

Michel CAMATTE
secrétaire du syndicat,
membre de la CE de l'UCR

LE 2 DÉCEMBRE, TOUS EN GRÈVE ET DANS LA RUE ! SALAIRES, EMPLOIS, RETRAITES, SERVICES PUBLICS : STOP À L'AUSTÉRITÉ !

Nos mobilisations ont déjà payé : nous avons fait reculer le gouvernement sur les retraites et d'autres points. Mais il s'obstine avec son projet de budget d'austérité, un véritable agression contre le monde du travail.

Ce budget, c'est la casse des missions des services publics :

- Gel du salaire des fonctionnaires, alors que le pouvoir d'achat s'effondre.
- Suppression de 3000 postes (France Travail, Finances publiques, Sécu...), dans des services déjà totalement sous tension.
- Baisse des moyens de tous les services publics : universités, santé, culture...

C'est une régression sociale pour toutes et tous !

Pendant que le CAC40 bat des records, le gouvernement organise :

- Le doublement des franchises médicales.
- La limitation des arrêts maladie.
- Le gel des pensions et de toutes les prestations sociales (APL, AAH...).
- La baisse du budget des hôpitaux et EHPAD.

Pendant ce temps, AUCUNE mesure de justice fiscale : ni taxation des super-profits, ni des dividendes.

Face à ce vol social, construisons le rapport de force !

Le débat budgétaire dure jusqu'à mi-décembre. Rien n'est joué ! C'est maintenant qu'il faut amplifier la mobilisation dans tout le pays et dans tous les secteurs d'activité.

**La CGT, avec la FSU et Solidaires, appelle
à une nouvelle grande journée de
GRÈVE ET MANIFESTATION
LE MARDI 2 DÉCEMBRE 2025
Toulon : 10h30, place de la Liberté**

Nous exigeons :

- L'enterrement de ce budget d'austérité.
- Le dégel et l'augmentation générale de nos salaires et du point d'indice.
- L'arrêt des suppressions de postes et la création des emplois nécessaires.
- L'abrogation de la réforme des retraites et le retour à 60 ans.
- Le financement de nos services publics et de la Sécurité sociale.

RECORD
EN FRANCE
9,8 MILLIONS
DE FRANÇAIS
SOUS LE SEUIL
DE PAUVRETÉ !

LES 500 FRANÇAIS
LES PLUS RICHES
ONT UNE FORTUNE
CUMULÉE DE
1 128 MILLIARDS
D'EUROS !



**Faisons
du 2 décembre
un succès massif !**

Il faut maintenant abroger la réforme des retraites et enterrer les horreurs du budget !

Ce mercredi 12 novembre, les députés ont voté le décalage de l'application de la réforme des retraites.

Les générations nées entre 1964 et 1968 pourront partir 3 mois plus tôt que prévu par la réforme. Il s'agit d'une première brèche arrachée grâce à la mobilisation de millions de travailleurs et travailleuses, qui retarde d'un an l'application de la réforme.

Le gouvernement ayant refusé tous les amendements visant à bloquer l'application de la réforme pour l'ensemble des générations, les 64 ans restent malheureusement dans la loi. Ils s'appliqueront pour la génération née en 1969, sauf si un gouvernement abroge la réforme d'ici là. La CGT appelle donc les parlementaires et le gouvernement à abroger sans attendre l'ensemble de la réforme des retraites ou à organiser un référendum pour permettre enfin aux français·es de s'exprimer.

Le décalage démontre que la mobilisation paye malgré les véto du MEDEF et du Président de la République. Depuis deux ans et demi, nous avons refusé de tourner la page, cinq gouvernements sont tombés du fait de la violence de leur politique anti sociale et de leur refus d'abroger la réforme des retraites.

Fidèle au mandat donné par les salarié·es, la CGT continuera à se battre jusqu'à l'abrogation de la réforme des retraites et portera ses propositions pour financer le retour de la retraite à 60 ans.

De nombreux reculs sociaux contenus dans le projet de budget doivent encore être supprimés :

- Le doublement des franchises médicales
- L'année blanche, le gel des pensions de retraites et des prestations sociales (APL, AAH, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA...)
- La désindexation des pensions des retraités de 2027 à 2030
- La violente baisse du budget des hôpitaux et des EHPAD, de la culture, des associations et des collectivités
- La suppression de 3000 postes dans la fonction publique
- Le gel du salaire des fonctionnaires
- La réforme de l'assurance chômage et la suppression de la prime de Noël pour les privé·es d'emplois.

La CGT, avec la FSU et Solidaires, appelle les salarié·es, les jeunes et les retraité·es à se mobiliser le 2 décembre prochain pour enterrer tous les reculs sociaux qui figurent toujours dans le projet de budget et réaffirmer leur exigence d'abrogation de la réforme des retraites !

La CGT appelle les salarié·es à se réunir partout en assemblées générales pour définir leurs cahiers revendicatifs face aux employeurs et exiger partout des augmentations de salaires.

Montreuil, le 12 novembre 2025

Les nouveaux esclaves...

Autrefois, l'esclavage était visible : chaînes, fouets, maîtres sans vergogne. Les esclaves étaient nourris et logés juste assez pour travailler ; leur corps et leur travail étaient transformés en capital. Aujourd'hui, l'esclavage a changé de forme, mais il n'a pas disparu. Il s'est raffiné : dettes, précarité, emplois épuisants, consommation obligatoire. Les chaînes ne se voient plus, mais elles enferment tout autant.

Pendant que des millions de Français peinent à se loger, se nourrir ou se soigner, une minorité concentre des fortunes colossales. Ces "premiers de cordée" - patrons, grands groupes, décideurs - influencent les lois, orientent les politiques et façonnent les règles du marché pour protéger leurs intérêts et maximiser leurs profits, souvent au détriment du bien commun. Les institutions censées protéger l'intérêt collectif se retrouvent au service d'intérêts privés : dérégulation, allocations fiscales, politiques favorisant la finance.

L'avidité des puissants ne s'arrête pas aux hommes : elle dévore la planète. Forêts rasées, océans vidés, sols épuisés, pollution massive : tout est sacrifié pour accroître les marges à court terme, au mépris du climat et de la biodiversité. La double oppression - sociale et écologique - se renforce : précarité, travail fragmenté, horaires imposés, endettement, tandis que la planète est pillée et le climat menacé. On nous vend la liberté de consommer et la responsabilité individuelle, alors que les règles du jeu sont pipées et que les mots républicains - liberté, égalité, fraternité - deviennent des slogans creux.

Dans le même temps, les migrants climatiques, qui fuient la sécheresse et la misère que nous avons contribué à créer, sont accusés et rejetés. Ils deviennent eux aussi des



esclaves, souvent petites mains dans des restaurants, hôtels ou chantiers, alors qu'ils ne sont pas responsables de la destruction de leur pays. Les vrais coupables ? Ceux qui détruisent la planète et pillent ses ressources.

La réponse ne peut pas être individuelle. Il faut des changements structurels : réguler les marchés, taxer réellement les grandes fortunes, protéger les services publics, encadrer les pratiques prédatrices, garantir le droit au logement, sécuriser les parcours professionnels et planifier la transition écologique. Il faut aussi redonner au politique le courage de dire non à l'argent-roi et oui à l'intérêt général.

Arrêtons de croire que tout est inévitable. L'histoire montre que les chaînes tombent quand les peuples se lèvent. Ce n'est pas une promesse magique, c'est une pratique.

Organisons-nous, revenons, construisons des alternatives locales et nationales, renforçons les luttes sociales et écologiques, imposons la transformation par nos mobilisations, nos grèves, nos votes et nos solidarités.

Dans ce combat, **les retraités ont toute leur place**. Eux aussi subissent des choix politiques injustes : pouvoir d'achat en chute, non-indexation des pensions, diminution des remboursements de la Sécurité sociale,

hausse des mutuelles, suppression de l'abattement fiscal de 10 %. Après avoir travaillé toute une vie, ils voient leur dignité attaquée. Leur expérience et leur voix sont indispensables : c'est avec eux, et non sans eux, que la société peut retrouver un sens de la justice.

En se battant tous ensemble - actifs, chômeurs, jeunes, retraités, citoyens engagés - nous pouvons changer la donne. Refuser l'exploitation, remettre la planète et les hommes avant le profit, réécrire les règles du vivre-ensemble : voilà l'objectif. Et si nous ne cédon pas à la peur, si nous agissons ensemble, alors la République redeviendra le terrain d'une émancipation réelle pour nos vies, nos enfants et pour l'avenir de la Terre. **Le temps de la résignation est fini : debout, et en bataille.**

Marc MIGNOT

Grands patrons et R.N.... La connivence

Depuis déjà quelques années, se multiplient les rendez-vous entre des chefs de grandes entreprises et des représentants du Rassemblement National. Ces rencontres ne sont pas sans influences sur le programme économique et social du parti d'extrême-droite.

L'histoire mondiale, passée et présente, des dictatures et des régimes autocratiques, regorge de cette connivence entre le capital et ces systèmes autoritaires, liberticides et fascistes. Ceux-ci n'étant parvenus au pouvoir que grâce à la complicité et les appuis de grands groupes industriels et financiers, soucieux de s'acoquiner avec des forces acquises à la préservation de leur domination sociale, économique et sociétale. Les exemples sont malheureusement trop nombreux : Mussolini en Italie, Hitler en Allemagne, Franco en Espagne, Pinochet au Chili, Salazar au Portugal et plus près de nous, Milei en Argentine et Trump aux Etats-Unis.

En France, comme nous l'évoquions dans le journal d'octobre, la discussion parlementaire en cours sur les projets de budget et de PLFSS pour 2026 est révélatrice de ce rapprochement entre le capital et ses alliés traditionnels de droite, avec les toutes les composantes de l'extrême-droite, en particulier avec le RN. Des efforts importants sont déployés par la concentration de médias aux mains de patrons milliardaires pour accélérer l'opération de diabolisation du parti de Marine Le Pen. Dans le même temps, de grands patrons n'hésitent plus à s'afficher avec des cadres du parti lepéniste. Mais tout ce « beau monde » (entre-autres : Sophie de Menthon, Henri Proglio, Arnaud Lagardère, François Durvy de la galaxie Stérin, Michel-Edouard Leclerc, Patrick Martin, président du MEDEF...) attend en retour des

actes, afin de pouvoir poursuivre les affaires sans entraves !

LE MEDEF DOIT ÊTRE AUX ANGES !

Et si ses gages avaient déjà été donnés ces derniers mois à ces « influenceurs » par les « meilleurs défenseurs des classes populaires », le patronat français a eu de quoi se réjouir un peu plus encore le 23 octobre, à l'occasion de la présentation par Marine Le Pen, du projet de budget alternatif du RN pour 2026. Jugez plutôt !

La mise en œuvre d'un tel budget serait catastrophique pour le pays, pour les salariés, les retraités, les jeunes, les femmes, avec des coupes budgétaires, pires que celles prévues dans celui de Lecomu. En fait, il s'agit d'un projet de budget qui ferait entrer la France en récession dès l'année prochaine ! Concrètement, voilà ce que contient cette « bouillie » du RN.

En tout, ce sont 7 milliards en moins pour la santé dont plus de 1 milliard rien que sur l'hôpital public !

• Doublement des franchises médi-

cales, franchises sur les lunettes, les pacemakers, les fauteuils roulants...

- Baisse de l'allocation adulte handicapé, du minimum vieillesse et de la prime d'activité.
- Baisse de l'allocation pour le décès d'un jeune enfant.
- Fin de la prime de naissance pour des jeunes parents
- Fin de la prime d'activité.
- Fin de l'aide médicale d'Etat.

Et ce n'est pas tout !

- Pas d'abrogation de la réforme des retraites.
- 4600 enseignants en moins.
- Démantèlement des grandes agences de l'Etat (ONF, OFB...).
- Coupe de 20 milliards sur l'écologie et le développement durable.
- Augmentation de la TVA pour les petits commerçants et les auto-entrepreneurs.

C'est au total un budget plus violent, plus injuste et plus raciste que celui porté par la macronie, avec 60 milliards de coupes budgétaires pour le peuple français. Dans le même temps, ils octroient 16 milliards supplémentaires de baisses d'impôts pour les grandes entreprises qui ont été, on le voit, largement entendues par ces pseudos défenseurs de la classe ouvrière.

C'est le devoir et la responsabilité de la CGT, de ses militants et syndiqués, de faire connaître massivement ces éléments autour de nous, et de dénoncer à nouveau, cette connivence entre le Capital et l'extrême-droite.



Michel RENOUF

6 novembre : les retraités s'opposent aux coupes budgétaires

Plus de 300 manifestants se sont retrouvés jeudi 6 novembre sur le parvis de la gare de Toulon, à l'appel de l'intersyndicale des retraités.

Il faut noter la présence de plusieurs délégations d'actifs, plusieurs syndicats de la CGT ayant décidé de soutenir cette mobilisation : en effet, la saignée sociale du « budget Le-cornu », concerne aussi bien les actifs que les retraités !

La liste des coupes budgétaires est longue dans le projet initial de budget du gouvernement :

- gel du point d'indice dans le public (impliquant la poursuite du blocage des allocations des personnels en cessation d'activité amiante),
- blocage des pensions de retraite,
- hausse des franchises médicales,
- taxe sur les affections longue durée, avec une perte jusqu'à 850 € par an pour un malade du cancer,
- augmentation des impôts via le gel du barème de l'impôt sur le revenu et de la CSG,



- suppression de l'abattement de 10 % pour les retraités remplacé par un abattement forfaitaire de 2000 €, etc...

En tout 7,1 milliards en moins pour la santé, alors que le budget des armées augmente de 6,7 milliards, et que chaque année, 211 milliards d'euros d'aides publiques sont versées aux entreprises !

Les manifestants sont allés porter

nos revendications jusqu'à la Préfecture où une délégation a été reçue par un représentant de l'Etat.

Pour la hausse des pensions, pour l'abrogation de la réforme des retraites, ne lâchons rien jusqu'au rejet de toutes les mesures d'austérité du budget : **Rendez-vous plus nombreux, actifs et retraités, en manifestation mardi 2 décembre !**

Franck SERVEL

Un comité général de l'UCR offensif !

Le comité général de l'UCR des 19 et 20 novembre réunissant toutes les USR et UFR a dressé un bilan clair: notre activité reste solide mais doit encore se renforcer face aux attaques contre nos droits.

Ces 2 jours d'échanges ont montré une détermination collective, unanime pour développer l'organisation, augmenter

notre capacité d'action et préparer les mobilisations à la hauteur des enjeux. Nous avons affirmé la nécessité de préparer partout, la jour-

née du 2 décembre qui sera une étape majeure pour défendre nos retraités, notre pouvoir d'achat et pour combattre la casse de la Sécurité sociale et sa privatisation rampante.

Nous avons longuement échangé sur l'importance de renforcer notre UCR.

Le 19 au soir un débat interactif sur la question de la culture de la paix en la présence d'un porte-parole du Mouvement de la paix.

Le besoin d'un Pôle Public National de la Défense a aussi été abordé.

Michel CAMATTE

